STATUTS DE L'ASSOCIATION
(ASSOCIATION POUR LA GESTION, L'ORGANISATION ET LA RECHERCHE DE RÉGIMES D'ASSURANCES)
AGORA
(Mis à jour au 20 Juin 2018)

CLAUSES GÉNÉRALES

Article 1 : Constitution et dénomination

Il est créé une association régie par la loi du 1^{er} janvier 1901, par les textes qui l'ont modifiée ainsi que par les présents Statuts. L'association prend la dénomination Association pour la Gestion, l'Organisation et la Recherche de régimes d'Assurances ("AGORA"), et sera dénommée dans le cadre des présents Statuts comme : ("Association").

Article 2 : Objet de l'Association

L'Association a pour objet, dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur :

- de développer l'esprit de solidarité et d'entraide,
- de défendre les intérêts de ses membres,
- de négocier, souscrire pour le compte de ses membres et de proposer à ses membres un ou plusieurs contrats d'assurance vie ou de capitalisation, bons, garanties ou couvertures permettant la garantie des risques de prévoyance (y compris les risques tenant à la prise en charge de frais médicaux), le financement de la retraite, l'optimisation de placements, d'assistance, ainsi que des produits et services bancaires, financiers et sociaux complémentaires à l'assurance,
- d'assurer la gestion desdits contrats, bons, garanties, produits, services ou couvertures proposés à ses membres ou d'autres contrats, garanties, produits, services, bons ou couvertures,
- d'apporter à tous ses membres l'aide matérielle et morale dont ils peuvent avoir besoin en toutes circonstances, en particulier les informer sur les possibilités qui leur sont offertes dans les domaines de la prévoyance, de la retraite, des placements et en matière d'assurance vie et de capitalisation,
- de réaliser, plus largement, tout acte entrant dans le cadre de cet objet social ou permettant sa réalisation.

Article 3 : Siège social

Le siège social de l'association est fixé 22 rue de la Rochefoucauld à Paris 75009. Le siège peut être transféré en tout autre lieu sur décision du Conseil d'administration qui dispose à cet effet du pouvoir de modifier les Statuts. Dans cette hypothèse, et à titre informatif, le Conseil d'administration devra alors soumettre à la prochaine Assemblée générale ordinaire des membres de l'Association, la décision de transfert du siège. Le Conseil d'Administration pourra créer, s'il le juge opportun, pour la bonne gestion ou pour le développement de l'Association, des sections locales ou professionnelles.

Article 4 : Durée- Exercice social

La durée de l'association est illimitée. L'exercice social de l'Association commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre de chaque année civile.

Article 5 : Composition-Membre

L'Association se compose de membre personne physique ou morale, actif ou honoraire, ayant adhéré à l'Association et à ses Statuts :

- l'adhésion à l'Association et à ses Statuts résulte automatiquement de l'adhésion à tout contrat d'assurance vie ou de capitalisation, garantie, bon ou couverture souscrit par l'Association,
- les membres honoraires sont des anciens membres qui ne disposant plus d'une adhésion à tout contrat d'assurance vie ou de capitalisation, garantie, bon ou couverture en cours de validité mais qui sont agréés en qualité de membre honoraire de l'Association par le Conseil d'administration.

Article 6 : Démission - Radiation

La qualité de membre de l'Association se perd :

- automatiquement, à compter de la date à laquelle le membre cesse d'adhérer à un contrat, bon, garantie ou couverture souscrit par l'Association, quelle qu'en soit la raison, sauf à ce que ce membre soit agréé en qualité de membre honoraire de l'Association par le Conseil d'administration,
- en cas de décès du membre. Dans ce dernier cas, les droits et obligations pris antérieurement par le membre décédé pourront, le cas échéant, perdurer auprès de ses ayants droits ou de son conjoint, partenaire pacsé, le tout en fonction de la nature des engagements du contrat, bon, garantie ou couverture,
- à compter de l'exclusion d'un adhérent, notamment pour défaut de paiement des primes relatives à son adhésion dans les conditions de l'article L. 141-3 du Code des assurances ou pour atteinte grave aux intérêts de l'Association. Dans ce dernier cas, le membre concerné sera invité à fournir des explications ou produire tout élément matériel préalablement à la réunion au cours de laquelle sera décidée l'exclusion. Le membre pourra être assisté lors de cette réunion par un autre membre de l'Association. La décision d'exclusion sera, le cas échéant, notifier à l'intéressé par lettre recommandée avec AR.

Article 7 : Cotisation

Il est institué une cotisation à la charge des membres de l'Association. Le montant et les modalités de règlement de cette cotisation sont fixés par le Conseil d'administration.

Article 8 : Responsabilité

Aucun membre de l'Association n'est personnellement responsable des engagements contractés par elle, seules les ressources de l'Association en répondant.

ADMINISTRATION

Article 9 : Conseil d'administration

L'Association est administrée par un Conseil d'administration composé de 3 à 9 administrateurs élus pour 6 ans par l'Assemblée générale.

Le Conseil procède à l'élection parmi ses membres de son Président et à sa révocation *ad nutum*, ce dernier ne prenant pas part au vote. Le Président est élu pour la durée de son mandat et est rééligible. En cas de partage des voix lors de l'élection du Président, celui-ci sera choisi par les seuls membres adhérents ou ayant adhéré à un contrat d'assurance vie et de capitalisation souscrit par l'Association.

Le Conseil est composé, pour plus de la moitié, de membres ne détenant ou n'ayant détenu au cours des deux années précédant leur désignation aucun intérêt, ni aucun mandat dans les organismes d'assurance signataires de tout contrat d'assurance vie ou de capitalisation, garantie, bon ou couverture souscrit par l'Association, et ne recevant ou n'ayant reçu au cours de la même période aucune rétribution de la part de ces mêmes organismes ou sociétés.

Tout administrateur venant en cours de mandat à détenir un mandat ou à recevoir une rétribution quelconque de la part de l'un des organismes d'assurance signataire d'un contrat d'assurance vie ou de capitalisation, garantie, bon ou couverture souscrit avec l'Association, s'engage à en informer immédiatement le Président par lettre recommandée avec accusé de réception.

B3C B3T

Pour le cas où cette déclaration venait à faire passer le taux d'administrateurs dits indépendants à moins de 51%, l'administrateur en question perdrait automatiquement sa qualité d'administrateur.

Le Conseil est renouvelable par tiers tous les deux ans. Les administrateurs sortants sont désignés par tirage au sort pour les deux premiers renouvellements et d'après l'ancienneté de nomination par la suite. Ils sont immédiatement rééligibles.

Les candidatures doivent être adressées au Président du Conseil d'administration au plus tard 15 jours avant la date de l'Assemblée. Le Conseil d'administration arrête les propositions de candidature soumises à l'Assemblée générale ordinaire, sans pouvoir n'en écarter aucune.

Tout administrateur peut être révoqué *ad nutum* sur proposition de trois administrateurs au moins, lesquels doivent alors solliciter du Président ou du Conseil d'administration la convocation, dans un délai raisonnable, d'une Assemblée générale ordinaire de l'Association qui statuera sur cette révocation et élira un nouvel administrateur en lieu et place de l'administrateur révoqué.

En cas de décès ou de démission d'un administrateur, de perte de sa qualité d'administrateur, en cours de mandat, le Conseil d'administration nomme par cooptation provisoirement le(s) nouveau(x) membre(s). Il est procédé à la(leur) désignation(s) définitive(s) par la plus prochaine Assemblée générale ordinaire. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Article 10 : Président du Conseil d'administration

Le Président représente l'Association dans tous les actes de la vie civile et en justice, et est investi de tous pouvoirs à cet effet. Il a également pour rôle d'assurer la gestion courante de l'Association en liaison avec le Bureau du Conseil d'administration. Il a qualité pour ester en justice, peut former tous appels et pourvois et transiger sans autorisation.

Il ne peut en revanche procéder à tous achats, aliénations, contrats ou locations nécessaires au fonctionnement de l'Association et à l'atteinte de ses objectifs sans autorisation du Conseil d'administration.

Le Président convoque les Assemblées générales et le Conseil d'administration.

Il rend compte de sa gestion et de celle du Bureau du Conseil d'administration à l'Assemblée générale ordinaire annuelle de l'Association.

Il peut déléguer pour des questions et un temps limité une partie de ses pouvoirs à un membre du Conseil d'administration, à un membre du Bureau du Conseil d'administration, soit à un tiers.

Le Président, au nom du Conseil d'Administration, est chargé de remplir toutes les formalités de déclaration et de publication prescrites par la législation et la réglementation en vigueur.

Article 11 : Bureau de l'Association

Suivant l'Assemblée générale et tous les deux ans, le Conseil d'administration élit un Bureau comprenant outre le Président du Conseil d'administration :

- un secrétaire,
- un trésorier.

Ces deux fonctions peuvent être exercées par un membre ayant ou non la qualité d'administrateur.

Les membres du Bureau du Conseil d'administration sont nommés pour deux ans. Ils sont rééligibles. Les membres du Bureau sont renouvelables à l'initiative du Conseil d'administration. Sous la responsabilité du Conseil d'administration, le Bureau du Conseil d'administration assure l'expédition des affaires courantes ou urgentes.

Le Bureau du Conseil d'administration peut se faire assister de toutes personnes qu'il jugera utile, membres de l'Association ou non.

Article 12 : Réunion du Conseil d'administration

Le Conseil se réunit, le cas échéant sous forme dématérialisée (notamment conférence téléphonique, courriels ou visio-conférence) sur convocation du Président chaque fois que celui-ci le juge utile ou sur demande de la moitié de ses membres et au moins une fois par an. Le Conseil peut délibérer quel que soit le nombre des membres présents. Il peut désigner un ou plusieurs conseillers techniques en vue de lui fournir toutes informations concernant l'objet de l'Association. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Article 13 : Indemnités/frais/rémunérations

Le Conseil d'administration dispose de la faculté d'allouer des indemnités ou des avantages aux administrateurs, aux membres du Bureau ou aux représentants des adhérents intervenant dans tout comité de gestion paritaire d'un contrat d'assurance vie ou de capitalisation, garantie, bon ou couverture souscrit par l'Association et ce dans la limite d'un plafond annuel global fixé par l'Assemblée générale en fonction de chaque catégorie.

Les frais engagés par les personnes précitées pour l'exercice de leur mandat ou fonction peuvent être remboursés sur justifications et après accord du Bureau.

Le Président informe l'Assemblée générale :

- du montant des indemnités et avantages alloués mentionnés au premier paragraphe,
- de toute rémunération ou rétribution quelconque à un ou à plusieurs membres du Conseil d'administration versée par tout organisme d'assurance auprès duquel l'Association a souscrit un contrat d'assurance vie ou de capitalisation, garantie, bon ou couverture.

Article 14 : Pouvoirs du Conseil d'administration

Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes décisions se rattachant à l'objet de l'Association, à son fonctionnement, et à ses réalisations à la condition que celles-ci ne soient pas réservées à l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration est habilité en particulier à décider la souscription d'un contrat d'assurance vie ou de capitalisation, un bon, une garantie ou une couverture offert à l'adhésion des membres de l'Association. Sur délégation de l'Assemblée générale, conformément aux dispositions de l'article 15-4, le Conseil d'administration peut également décider la signature d'un avenant, une suspension ou une résiliation d'un contrat, bon, garantie ou couverture offert à l'adhésion des membres de l'Association.

Le Conseil d'administration autorise tous achats, aliénations, contrats ou locations nécessaires au fonctionnement de l'Association et à l'atteinte de ses objectifs. D'une manière générale, le Conseil peut déléguer une partie de ses pouvoirs à un administrateur, un membre du Bureau ou un tiers. Cette délégation sera limitée dans son champ et dans sa durée. Le Conseil d'administration surveille la gestion courante opérée par les membres du Bureau et dispose de la faculté de se faire rendre des comptes des actes et décisions prises.

En cas de besoin, le Conseil d'administration peut s'assurer les services d'un conseiller technique ou expert nommé parmi les administrateurs ou non.

Le Conseil d'administration peut convoquer les Assemblées générales en cas de carence du Président.

BC BT

Article 15 : Assemblée générale ordinaire

1. Composition

L'Assemblée générale est constituée par les membres de l'Association présents ou représentés ou ont fait usage de la faculté de vote par correspondance.

2. Quorum – majorité – Droit de vote

L'Assemblée générale ordinaire délibère à la majorité simple des membres, présents ou représentés ou ont fait usage de la faculté de vote par correspondance, à raison d'une voix par membre, quel que soit le nombre d'adhésions à un(des) contrat(s) d'assurance vie ou de capitalisation par le même membre ou le nombre de bon(s), de garantie(s) ou de couverture(s) auquel à adhérer ledit membre.

S'agissant des délibérations relatives aux garanties d'un contrat d'assurance vie ou d'un bon de capitalisation, ou relatives à un bon, une garantie ou une couverture, seuls les membres adhérant au contrat/bon/garantie/couverture concerné participeront au vote.

Chaque membre peut se faire représenter par son conjoint ou un membre de l'Association, ce dernier disposant à son tour de la capacité de remettre le pouvoir confié à un autre membre, étant précisé qu'il n'est pas possible pour un membre d'être porteur de plus de 5 % des droits de vote.

Le pouvoir donné vaut pour une seule Assemblée générale, ou deux si lors de la première convocation le quorum n'est pas atteint ou si deux Assemblées - ordinaire et extraordinaire - se tiennent le même jour. Les pouvoirs en blanc retournés à l'Association sont attribués au Président et donnent lieu à un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'administration.

L'Assemblée générale ordinaire ne peut valablement délibérer que si mille membres ou un trentième desdits membres au moins sont présents, représentés ou ont fait usage de la faculté de vote par correspondance. Si, lors de la première convocation, l'Assemblée n'a pas réuni ce quorum, une seconde assemblée est convoquée. Elle délibère alors valablement quel que soit le nombre de membres présents, représentés ou ayant fait usage de la faculté de vote par correspondance.

3. Réunions de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale se réunit au moins une fois par an, dans la mesure du possible dans les six mois de la clôture de l'exercice précédent.

Les membres sont informés de la tenue de l'Assemblée générale ordinaire :

- uniquement les membres de l'Association titulaires d'une adhésion à un contrat d'assurance vie ou de capitalisation : sur convocation individuelle écrite adressée par lettre simple ou par courrier électronique,
- pour les autres membres de l'Association : sur convocation individuelle écrite adressée par lettre simple ou par courrier électronique ou au moyen d'une insertion dans les annonces d'un journal à diffusion nationale.

La convocation est effectuée, par le recours à un(des) moyen(s) susvisé(s), à l'initiative du Président, ou du Conseil d'administration en cas de carence du Président, trente (30) jours au moins avant la date de la tenue de l'Assemblée. La convocation mentionne l'ordre du jour, les projets de résolution, le lieu et l'heure de l'Assemblée générale ordinaire.

Tout projet de résolution communiqué au Conseil d'administration soixante (60) jours au moins avant la date de l'Assemblée générale ordinaire par le dixième des membres au moins, ou si ce nombre excède cent, par au moins cent (100) membres, sera soumis au vote de l'Assemblée générale. Tout projet de résolution présenté par la moitié au moins des administrateurs et déposé auprès du Conseil au moins quarante cinq (45) jours avant la réunion sera également soumis à l'Assemblée générale ordinaire.

L'Assemblée générale :

- entend les rapports sur la gestion du Président ou du Conseil d'administration et par délégation celle du Bureau du Conseil d'administration, sur la situation financière et morale de l'Association,
- approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant et pourvoit, s'il y a lieu, à l'élection des membres du Conseil d'administration,
- délibère sur les questions inscrites à l'ordre du jour. L'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire est arrêté par l'auteur de la convocation.

La Présidence de l'Assemblée générale ordinaire est assurée par le Président du Conseil d'administration ou, à défaut, par un administrateur désigné par le Conseil d'administration.

Toutes les délibérations de l'Assemblée générale ordinaire sont prises à la main levée. Le scrutin secret est de droit s'il est demandé par le Président ou le Conseil d'administration. Sur demande du Conseil d'administration, le vote pourra être recueilli au moyen de procédés de communication à distance. Dans ce cas, tous les votes (à distance et à main levée) sont comptabilisés ensemble.

4. Pouvoirs de l'assemblée générale

L'Assemblée générale ordinaire est seule compétente pour :

- nommer, renouveler et révoquer les membres du Conseil d'administration (le ou les administrateurs concernés s'abstenant),
- contrôler la gestion du Président ou du Conseil d'administration et par délégation celle du Bureau du Conseil d'administration et leur en donner quitus,
- statuer au moins une fois par an sur les comptes de l'Association et voter le budget de l'exercice suivant de l'Association,
- autoriser la signature d'avenants aux contrats d'assurance de groupe au sens de l'article L. 141-1 du Code des assurances souscrits par l'Association. L'Assemblée générale peut toutefois déléguer au Conseil d'administration, par une ou plusieurs résolutions et pour une durée qui ne peut excéder dix-huit mois, le pouvoir de signer un ou plusieurs avenants (i) relatifs à des dispositions non essentielles de contrat d'assurance de groupe sur la vie ou de capitalisation dont l'adhésion est facultative (ii) au titre de contrat d'assurance de groupe autres que sur la vie ou de capitalisation dont l'adhésion est facultative, ainsi que la suspension ou la résiliation d'un contrat, bon, garantie ou couverture dans des matières que la résolution définit. Le Conseil d'administration exerce alors ce pouvoir dans la limite de la délégation donnée par l'Assemblée générale, et en cas de signature d'un ou plusieurs avenants, la suspension ou la résiliation d'un contrat, bon, garantie ou couverture, en fait rapport à la plus proche Assemblée,
- ratifier les avenants, modifications, suspensions ou résiliations de contrats, bons, garanties ou couvertures signés par le Conseil d'administration sur délégation de l'Assemblée (seuls les membres adhérant effectivement aux contrats, bons ou garanties ou couvertures concernés étant invités à se prononcer sur ces résolutions),
- et généralement pour délibérer sur les questions mises à l'ordre du jour.

Article 16 : Assemblée générale extraordinaire

L'Assemblée générale extraordinaire comprend tous les membres de l'Association.

L'Assemblée générale extraordinaire est convoquée dans les mêmes conditions de forme et de délais que l'Assemblée générale ordinaire à l'initiative du Président du Conseil d'administration, ou sur proposition du Conseil d'administration ou de 9% des membres au moins.

L'Assemblée générale extraordinaire a seule compétence pour décider :

- de modifier les statuts de l'Association sous réserve des clauses particulières concernant le transfert du siège,

BC BT

- de fusionner l'Association avec une autre association ayant le même objet,
- de dissoudre l'Association.

Les délibérations proposées par des membres dans les conditions visées ci-dessus concernant les Assemblées générales ordinaires devront également être soumises au vote de l'Assemblée générale extraordinaire.

L'Assemblée générale extraordinaire statue à la majorité simple des membres présents ou représentés ou ont fait usage de la faculté de vote par correspondance pour toutes les décisions de modification des Statuts et à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés pour toutes les autres décisions.

Sauf clause contraire, le déroulement de l'Assemblée générale extraordinaire obéira aux règles prévues pour les Assemblées générales ordinaires, en particulier en ce qui concerne les règles de quorum et de présidence.

Article 17 : Procès-Verbaux

Les délibérations des Assemblées font l'objet d'un Procès-Verbal rédigé sur un registre spécial signé par le Président, le scrutateur et le secrétaire. Un adhérent peut demander à consulter le Procès-Verbal des Assemblées générales qui se sont tenues au cours des 3 derniers exercices. Ce droit de consultation peut être exercé au siège de l'Association. L'adhérent peut solliciter une copie de ces Procès-Verbaux. Les délibérations du Conseil d'administration sont transcrites sur un registre spécial et signées par le Président et un membre du Conseil d'administration.

RESSOURCES - DÉPENSES- AVOIRS DE L'ASSOCIATION – COMMISSAIRE AUX COMPTES

Article 18 : Ressources

Les ressources de l'Association comprennent :

- les cotisations de ses membres dans les conditions fixées par le Conseil d'administration,
- les subventions publiques qui pourront lui être accordées,
- les revenus des biens qu'elle possède,
- les sommes perçues en contrepartie des prestations qu'elle fournit,
- de toutes autres ressources (subventions ou versements) autorisées par les textes législatifs et réglementaires.

L'Association n'a pas de but lucratif.

Article 19 : Dépenses

Les dépenses de l'Association comprennent toutes les sommes destinées à faire face aux charges découlant de son activité et son fonctionnement. Ces dépenses sont décidées par le Conseil d'administration ou par toute autre personne que le Conseil d'administration aura déléguée expressément à cet effet. En cas d'excédent des ressources sur les dépenses, l'affectation des fonds est décidée par l'assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration.

Article 20 : Avoir

L'avoir de l'Association est employé en toutes valeurs ou tous placements autorisés par la législation en vigueur.

Article 21 : Commissaires aux comptes

Le Conseil d'administration dispose de la faculté de désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes. Cette désignation est soumise à la ratification de l'Assemblée générale.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR – DISSOLUTION - FORMALITÉS

Article 22 : Règlement intérieur

Le Conseil d'administration pourra, s'il le juge nécessaire, arrêter le texte d'un règlement intérieur qui déterminera les modalités d'application des présents Statuts. Le Conseil peut modifier le règlement intérieur à tout moment. Ce règlement sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire ainsi que ses modifications éventuelles. Le Président, au nom du Conseil d'Administration, est chargé de remplir toutes les formalités de déclaration et de publication du Règlement Intérieur prescrites par la législation et la réglementation en vigueur.

Article 23 : Dissolution

La dissolution de l'Association est décidée par l'Assemblée générale extraordinaire. L'Assemblée désigne alors un administrateur ou un tiers pour prendre l'ensemble des décisions pour procéder à sa dissolution et en particulier liquidé les biens de l'Association. Elle détermine les conditions de cette liquidation dans le cadre des lois et règlements en vigueur. En cas d'existence d'un actif net, ce montant sera versé à toute association ayant un objet similaire. En aucun cas, les membres de l'Association ne peuvent se voir attribuer une part quelconque des actifs de l'Association. Conformément à l'article L. 140-6 du Code des assurances, en cas de liquidation ou de dissolution de l'Association, les adhésions en cours au jour de la dissolution ou de la liquidation, se poursuivront de plein droit entre les organismes assureurs et les personnes antérieurement adhérentes au contrat.

Article 24 : Formalités

Le Président, au nom du Conseil d'administration, est chargé de remplir toutes les formalités de déclarations et de publications prescrites par la législation en vigueur. Tous pouvoirs sont donnés au porteur des présentes à l'effet d'effectuer ces formalités.

*certifié conforme
le 20/06/2018
[Signature]*

*Certifié conforme
le 20/06/2018
[Signature]*

BC BT